

Démocratie et effets de remous



**KHALID
ADNANE**
ANALYSE

Collaboration spéciale

Il y a plus d'un an, l'Égypte a chassé du pouvoir les islamistes du président Morsi avant de basculer à nouveau dans la dictature, cette fois-ci sous la gouverne de l'armée et du maréchal al-Sissi. Il y a deux semaines, la Tunisie, pour sa part, a vécu ses deuxième élections législatives libres et démocratiques, qui ont chassé aussi du pouvoir les islamistes d'Ennahda et consacré la victoire du nouveau parti réformiste Nidaa Tounes.

Comment expliquer ces deux trajectoires — post-printemps arabe — fort différenciées pour ne pas dire diamétralement opposées? Plusieurs facteurs peuvent être utilisés afin d'analyser ces dynamiques complexes, mais nous avons choisi de privilégier celui qu'on estime décisif et qui trouve son ancrage dans un concept économique : celui des effets de remous.

Grand dérangement

Les effets de remous sont un concept économique développé et popularisé par l'économiste et prix Nobel suédois, Gunnar Myrdal. Dans son expression la plus simple, celui-ci renvoie à une période de transition que vivent les sociétés suite à des bouleversements économiques majeurs, notamment sur le plan structurel. Cette période de transition est souvent marquée par une grande instabilité et parfois même de chaos. Elle se traduit par peu d'amélioration, voire une détérioration du bien-être

des citoyens à court terme, et s'éloigne donc de l'objectif initial qui était celui d'une plus grande prospérité pour tous. Résultat : le statu quo devient très rapidement un attrait rassurant, synonyme de stabilité devant les chambardements qu'occasionne le changement, même si ce dernier pouvait être prometteur et souhaitable à long terme.

Étrangement, cette théorie des effets de remous semble bien concorder avec les bouleversements majeurs sur le plan politique, en particulier, les transitions démocratiques. D'ailleurs, les dictatures ont souvent brandi le chaos potentiellement associé au changement de régime ou d'institutions politiques pour vanter la stabilité qu'elles peuvent garantir avec le statu quo.

Turbulences en vue

Les bouleversements politiques majeurs auxquels on a assisté dans la foulée du printemps arabe s'inscrivent directement dans cette dynamique et les expériences égyptienne et tunisienne sont significatives à cet égard. En effet, dans les deux cas, les dictateurs en place ont tout fait pour mettre la population en garde contre le changement, car il serait synonyme de chaos. Dans les deux cas aussi, la chute des dictateurs en place a donné lieu à une période de turbulences. Certes, sur le plan politique, celles-ci se sont traduites principalement par la nécessité de remplacer le vide laissé par l'ancien régime et la mise en place de nouvelles institutions politiques.

Mais, sur le plan économique, ces turbulences ont été dramatiques : fuites de capitaux et baisse des investissements étrangers, diminution importante de l'activité économique (pour l'année 2011,



AGENCE FRANCE-PRESSE

La Tunisie a vécu ses deuxième élections législatives libres et démocratiques, qui ont chassé aussi du pouvoir les islamistes d'Ennahda et consacré la victoire du nouveau parti réformiste Nidaa Tounes.

la croissance du PIB a été négative à -2 % en Tunisie et a baissé de moitié en Égypte à 1,76 % par rapport à plus de 5,5 % l'année précédente), rareté de certains produits de première nécessité sur les marchés locaux et augmentation marquée du chômage (celui est passé de 13 % en 2009 à 18 % en 2011 pour la Tunisie et de 9 % à 13 % pour l'Égypte/source FMI 2014).

Évolutions contrastées!

Face à cette situation de remous, les deux pays ont pris de voies divergentes. La Tunisie a choisi de poursuivre les réformes (au prix de sacrifices) afin d'affermir ses institutions politiques démocratiques, et depuis un an environ, sa situation économique se redresse petit à petit. En effet, l'économie a repris son envol, la croissance a retrouvé son niveau d'avant 2011, l'activité économique est redynamisée et enfin, le chômage commence à baisser.

L'Égypte, pour sa part, a laissé derrière elle les

espoirs nourris de la chute de Moubarak et a renoué, encore une fois, avec un régime autoritaire. Son économie tarde à reprendre son rythme d'avant le début de la rébellion, comme en témoignent ses principaux indicateurs économiques, ce qui laisse croire que la stabilité attendue par l'arrivée du maréchal al-Sissi n'a visiblement pas eu grand effet sur l'amélioration du climat économique qui demeure, somme toute, assez morose.

Cet état des faits a d'ailleurs été souligné dans un article fort intéressant paru, il y a environ un mois, dans le magazine allemand *Der Spiegel*. On y indique, notamment, que la stabilité tant vantée par les régimes autocratiques comme gage de prospérité est un mythe et que même lorsque ces derniers réussissent à établir la stabilité, ce n'est qu'au prix d'une très forte répression de la population. Au final, ce sont les régimes démocratiques qui, à long terme, sont les plus stables. Le cas

de l'Allemagne, souligne le magazine, est significatif à cet égard : un pays qui est passé d'un régime autoritaire des plus épouvantables de l'histoire à une démocratie des plus exemplaires et des plus stables. Mais, pour cela, conclut le magazine, il faut pondérer les attentes en période de transition démocratique, et surtout, cultiver la patience.

L'exigence démocratique

C'est justement ce qu'il faut rappeler : que la démocratie ne s'est jamais posée comme une entreprise clés en main. Au contraire, elle a toujours constitué une sorte de construit et d'appropriation qui a besoin de temps pour s'implanter et trouver des ancrages solides dans la société. C'est aussi une culture de changement et d'acceptation de l'incertitude, qui est au cœur de l'exercice démocratique. Cela suppose le droit de se tromper et par le fait même de changer d'idée. Cela suppose aussi la capacité réelle de le faire, puisqu'on a le choix entre plusieurs alternatives concurrentes, comme c'a été le cas le 26 octobre dernier lors des législatives tunisiennes.

En ce sens, la Tunisie, contrairement à l'Égypte, semble avoir relevé, du moins pour le moment, le défi des effets de remous, car elle a saisi que la démocratie est un processus qui doit franchir plusieurs étapes avant d'atteindre sa pleine maturité et qu'on puisse en récolter les fruits.

Pour paraphraser le célèbre sociologue Max Weber, la Tunisie a compris que la démocratie, c'est tout simplement le goût de l'avenir!

Khalid Adnane est économiste à l'école de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

TRIBUNE LIBRE

« Allez! Osez! Ne lâchez pas! »

J'ai le plaisir de continuellement aller à la rencontre de nombreux groupes et individus qui me parlent de leurs besoins, de leurs rêves et de ce qu'ils souhaitent comme société. Que ce soit dans les MRC du Val-Saint-François, des Sources ou dans Rock-Forest—Saint-Élie—Deauville, que je représente fièrement, plusieurs me disent : « Allez! Osez! Ne lâchez pas! » Ils veulent un gouvernement qui a du courage et qui persévère dans l'atteinte de ses objectifs. D'autres me disent que le changement ne doit pas se faire au prix du modèle de société dans lequel nous évoluons depuis plusieurs années.

Au Québec, nous croyons tous, à divers degrés, à l'importance de l'égalité des chances, aux investissements judicieux, à la liberté de choix, à l'aide aux plus démunis et à la prospérité économique. J'y crois aussi. Et je veux ce qu'il y a de mieux pour notre société.

Mais les choses doivent désormais être faites différemment, et cela nous demande à tous de nous élever au-dessus du statu quo, de nous améliorer, d'optimiser, de restructurer et de simplifier. Non, ce ne sera pas toujours facile, mais il faut avoir le courage de le faire parce que le modèle actuel, malgré qu'il a été bénéfique, n'est plus

viable. Si rien n'est fait, le déficit budgétaire du Québec dépassera les 5 milliards de dollars en 2014-2015 et serait de plus de 7 milliards de dollars en 2015-2016. Cela ne se produira pas. Pour nous donner les moyens d'investir dans les secteurs qui nous tiennent à cœur, réduire le fardeau fiscal et notre dette, il faut augmenter nos revenus et réduire nos dépenses.

Tout ce que vous lisez et entendez crée des inquiétudes. Vous m'avez réitéré votre confiance, et sachez, dans cette ère de changements, que j'utilise tous les moyens et toutes les tribunes pour vous représenter à la hauteur de

vos attentes. C'est certes exigeant, mais motivant quand je m'attarde à la destination : le pouvoir de faire des choix, ensemble, à la lumière de ce large exercice.

Je vous invite tous aujourd'hui à ne pas gérer notre quotidien sur des spéculations, mais à bâtir sur des faits, sur du concret, sur de réelles propositions visant à changer les choses, toujours dans le but de préserver ce qui compte le plus pour nous. Ensuite, soyons ouverts d'esprit et demandons-nous, ensemble, comment en tirer le maximum et le meilleur pour notre communauté. Soyons positifs et proactifs,

démarquons-nous, transformons le défi devant nous en une magnifique opportunité.

Je n'aime pas entendre dire qu'au Québec, tout le monde est pour le changement, en autant que ce changement ne touche personne. En ce sens, c'est à mon tour de vous dire : « Allez! Osez! Ne lâchez pas! » Socrate disait d'ailleurs sagement que « Le secret du changement, c'est de concentrer toute son énergie non pas à lutter contre le passé, mais à construire l'avenir ».

Karine Vallières

Députée de Richmond
Whip adjointe du gouvernement